

Tunisie: le président Saïed convoque son gouvernement

Il a prêté serment lundi et remplace celui limogé le 25 juillet, lors du coup de force du chef de l'État qui s'est octroyé les pleins pouvoirs.

On pourrait parler d'un vice de forme puisque la Constitution est censée être suspendue depuis le décret présidentiel du 22 septembre

SELM KHARRAT, POLITOLOGUE

MARYLINE DUMAS
@Maryline_Dumas
TUNIS

MAGHREB La Tunisie a enfin un gouvernement. Onze semaines après son coup de force - suspension du Parlement et limogage du gouvernement - le président Kaïs Saïed a approuvé, lundi, le cabinet proposé par le chef du gouvernement, Najla Bouden. Reste à savoir de quoi seront capables ces nouveaux ministres.

Tout s'est enchaîné très vite lundi matin, au lendemain d'une grande manifestation contre Kaïs Saïed. Dans un communiqué, la présidence annonce avoir ap-

prouvé le cabinet proposé par Najla Bouden. Quelques minutes plus tard, la prestation de serment est retransmise en direct à la télévision et sur les réseaux sociaux. Les Tunisiens découvrent les 24 ministres et le secrétaire d'État qui promettent, main sur le Coran, de respecter la Constitution. Une image étonnante pour Selim Kharrat, politologue : « On pourrait parler d'un vice de forme puisque la Constitution est censée être suspendue depuis le décret présidentiel du 22 septembre. » Dans ce décret, le président s'arrogeait les pleins pouvoirs. « C'est un vrai paradoxe : le gouvernement prête serment sur la Constitution alors qu'il n'est pas légitime. La Consti-

tution indique clairement que le gouvernement doit subir un vote de confiance du Parlement », s'agace Oussama Khelifi, député du parti Qalb Tounes (libéraux).

Scènes de lutte au Parlement

Les 25 membres du nouveau cabinet sont pour beaucoup inconnus. « Ne pas avoir profité du coup d'État et du pouvoir absolu pour réorganiser la structure du gouvernement et remettre à plat son architecture obsolète, c'est quand même bien dommage », note, sur Twitter, Saïda Ounissi, députée et membre du parti islamiste Ennahda. Selim Kharrat, membre d'al-Bawsala, ONG qui

surveille les politiques publiques, relève cependant la disparition du ministre chargé des Relations avec les instances indépendantes et la société civile : « C'est cohérent avec le rejet du président de tous les corps intermédiaires, mais cela renforce notre inquiétude en tant que société civile. » Oussama Khelifi, qui s'est installé temporairement en France après cette crise politique, remarque : « Nous assistons au retour des ministres limogés en début d'année par Hichem Mechichi (le premier ministre qui a démissionné en juillet lors du coup de force présidentiel). Kaïs Saïed a tout fait pour les faire revenir. » Ainsi Taoufik Farheddine, de

nouveau nommé ministre de l'Intérieur, qui depuis juillet assumait déjà l'intérim.

Lors de la cérémonie, le chef du gouvernement a affirmé que « la lutte contre la corruption sera le plus important objectif. » Kaïs Saïed, lui, a brandi des photos montrant un député agressé et différentes scènes de lutte sous les ors du Parlement. « Il préfère parler des autres, critiquer plutôt que de présenter sa vision politique et un éventuel programme économique et social », raille Oussama Khelifi. Ce gouvernement, largement affaibli par le décret du 22 septembre, restera en place pour une durée indéterminée et devrait modifier la Constitution. ■

Canada: le fiasco des sous-marins vendus par les Britanniques a laissé des traces

Les quatre sous-marins en cale sèche pèsent sur les choix d'Ottawa pour renforcer sa flotte dans le Pacifique.

LUDOVIC HIRTZMANN
MONTREAL

AMÉRIQUE DU NORD Le ministre de la Défense du Canada a discrètement lancé cet été un groupe de réflexion pour déterminer les besoins du pays en matière de sous-marins. « Les Forces armées canadiennes (FAC) mettent en place l'étude d'un projet de sous-marin de patrouille canadien (...) pour remplacer les modèles actuels et éviter toute lacune dans la capacité sous-marine », a déclaré à l'agence Presse canadienne le porte-parole de la Marine royale, le lieutenant de vaisseau Jordan Holder.

Le Canada avait acheté en 1998 au Royaume-Uni quatre sous-marins de classe Upholder à propulsion diesel électrique. À l'époque, le ministre de la Défense, Art Eggleton, et l'état-major n'avaient eu qu'éloges pour accueillir des sous-marins « légèrement usagés » appelés à remplacer une flotte sous-marine datant des années 1960. « C'est un grand jour pour la Marine canadienne », avait dit Art Eggleton lors de la signature du contrat. Les Britanniques avaient vanté un matériel quasi neuf, acheté 2,28 milliards de dollars et revendu 750 millions de dollars aux cousins canadiens.

Incendies et fissures

La bonne affaire se révéla être un fiasco. Les quatre bâtiments ont été livrés entre 2000 et 2004. Les réparations des sous-marins britanniques auraient coûté entre 3 et 4 milliards de dollars. Le 5 octobre 2004, alors que les Canadiens prenaient livraison du dernier sous-marin, rebaptisé *Chicoutimi*, celui-ci prit feu lors de son voyage inaugural en mer d'Irlande. Un officier canadien perdit la vie. D'autres marins furent blessés. « C'est un bon achat pour nous. (...) On a eu un grave problème, mais il ne faut pas l'exagérer non plus », avait alors dit le ministre de la Défense, Bill Graham. Le *Chicoutimi* n'entra en service qu'en 2015.

À l'instar de celui-ci, les autres sous-marins ont connu de nombreuses avaries, allant des incendies aux fissures de la coque. Au point que l'ensemble de la flotte se trouve actuellement en cale sèche. Selon plusieurs rapports, elle n'aurait, au mieux, navigué qu'environ 9 % du temps entre son acquisition et 2017. « Pourquoi les Canadiens ont-ils été naïfs au point d'acheter ces sous-marins ? (...) Soit il y a de l'incompétence, soit le ministère de la Défense au Royaume-Uni a joué les enôleurs », déclarait en 2012 un député britannique, Mike Hancock, lors d'un entretien avec la chaîne CBC. Ni l'Afrique du Sud, ni le Portugal, ni le Pakistan n'avaient voulu de ces bâtiments.

Un rapport du Comité permanent de la défense nationale du Canada du

10 février 2005 précise : « Nos sous-marins existants sont britanniques. L'idée était qu'il serait plus facile et plus rapide d'intégrer la technologie à notre propre Marine, parce que nos gens connaissent déjà la technique britannique (...) et parce que si nous avions opté pour un navire allemand, suédois ou français, la courbe d'apprentissage aurait été un peu plus longue. » Ce n'est pas la seule explication. Au milieu des années 1990, le Canada, fortement endetté, a mené une politique d'austérité budgétaire. Ces sous-marins soldés étaient une aubaine. Les Britanniques, eux, ont pu disposer en échange de l'accès à des bases d'entraînement canadiennes pour huit ans.

Après l'expérience de ces sous-marins anglais défectueux, la France aurait-elle une chance sur le marché canadien ? « Pour ce qui est des achats d'armement, il existe un fort tropisme anglo-américain dans la pratique canadienne. Cela n'exclut pas les achats européens de temps en temps (par exemple le char allemand *Leopard*) », analyse le directeur du Centre d'études et de recherches internationales de Montréal (Cérium), Frédéric Mérand. Sur les 42 ministres de la Défense du Canada depuis le début de la Confédération, on compte 37 anglophones.

Le professeur Roland Paris, directeur de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'université d'Ottawa, estime que si le Canada doit remplacer ses sous-marins, « le processus d'acquisition n'exclut pas l'acquisition de systèmes d'armes d'autres pays que les États-Unis et le Royaume-Uni. » Son confrère du Cérium ajoute : « La question du coût est fondamentale, considérant que le Canada dépense moins de 1,3 % de son PIB pour la défense. » La France a pourtant été en compétition avec la Grande-Bretagne pour fournir de 10 à 12 sous-marins à propulsion nucléaire à Ottawa en 1988. D'un côté, Paris avec ses sous-marins de la classe Rubis, de l'autre Londres et la classe Trafalgar. Le projet a avorté en 1989 : trop coûteux.

S'il est difficile de dire qui aurait remporté ce marché, les médias de l'époque donnaient une longueur d'avance aux Français. Les Rubis étaient nettement moins onéreux que la classe Trafalgar. La France avait aussi accepté un transfert de technologie que les Britanniques ne pouvaient effectuer sans l'accord des Américains. Face aux tensions avec la Chine, le professeur Julian Spencer-Churchill, spécialiste des questions militaires à l'université Concordia de Montréal, conclut : « Il est dans l'intérêt du Canada de renforcer sa Marine, afin d'empêcher d'éventuels débarquements (sur la côte Pacifique), mais les navires de guerre coûtent cher et l'électoratisme prédomine ici. » ■



Trois des quatre sous-marins de classe Upholder à propulsion diesel électrique, dont le *Chicoutimi*, à quai le 3 mai 2005, à Halifax au Canada. ANDREW VAUGHAN/AP

Ottawa seul face à la Chine après l'alliance militaire Aukus

« L'EXCLUSION du Canada du pacte de sécurité Aukus révèle une politique de défense nationale défaillante », a titré récemment le quotidien *The National Post*. Des fuites gouvernementales ont révélé qu'Ottawa n'a même pas été mis au courant des tractations du pacte tripartite. Le premier ministre Trudeau a tenté de minimiser cette gifle en rappelant que son pays fait toujours partie de l'alliance des Five Eyes avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni.

« Il s'agit d'un accord pour des sous-marins nucléaires, pour lesquels le Canada n'est pas actuellement ou de sitôt sur le marché », s'est défendu le chef du gouvernement, peu après l'annonce de l'Aukus. Plusieurs experts ont rappelé à Justin Trudeau que la triple alliance inclut la coopération en matière de cybersécurité, d'intelligence artificielle et de partage d'informations de laquelle le Canada est désormais écarté. « Le Canada est d'une remarquable faiblesse dans un monde auquel il ne s'est pas encore adapté. Nous restons très figés sur l'Atlantique alors que le centre névralgique du monde bascule vers le Pacifique. Nous revendiquons notre appartenance au Pacifique en raison de notre géographie, mais nous n'y faisons que de la figuration », confie Ferry de Kerckhove, professeur à l'université d'Ottawa et ex-ambas-

sadeur canadien. Le Canada n'a plus aucune crédibilité militaire auprès de ses alliés. Spécialiste des questions de défense, Paul T. Mitchell, professeur au Collège des Forces armées canadiennes, a écrit récemment dans la revue *The Conversation* : « Les Forces armées canadiennes se sont progressivement débarrassées de leurs capacités fondamentales, notamment l'artillerie à longue portée, les chars, les chasseurs qui sont maintenant obsolètes, les forces sous-marines, les destroyers et la logistique maritime. »

Échange d'otages

Les vaines hésitations d'Ottawa face à la Chine dans l'affaire Huawei-Meng Wanzhou ont aussi donné à ses alliés une impression de faiblesse. La récente libération de Meng Wanzhou contre celle des Canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor est loin d'être satisfaisante. « L'effet sur les relations Chine-Canada n'est pas nettement positif (...) Non seulement à cause de la prise d'otage des deux Michael, mais aussi à cause de l'interdiction des mouvements démocratiques à Hongkong, où résident 300 000 personnes qui possèdent la citoyenneté canadienne », confie le professeur Jeremy Pallitt, spécialiste de la Chine à l'université Carleton d'Ottawa.

La détention, puis la libération des deux Canadiens, très médiatisée au Canada, ne saurait faire

oublier, selon le quotidien de référence *The Globe and Mail*, que 115 Canadiens, le plus souvent des binationaux, sont détenus par Pékin. Cette diplomatie chinoise dite des « otages », terrorise Ottawa, au point que la Chine agit comme chez elle au Canada. Les services secrets chinois y poursuivent des opposants hongkongais. Selon les services de renseignement canadiens, jamais l'espionnage de l'empire du Milieu, notamment via des étudiants et des chercheurs dans des universités, n'a été aussi important. Ottawa craint des représailles de la dictature chinoise en cas d'adhésion à l'Aukus.

Le sinologue Paul Evans, de l'université de Colombie-Britannique, estime que le Canada « participera plutôt à l'échange de renseignements des Five Eyes, à la critique d'activités chinoises notamment dans les domaines de la cybersécurité et des droits de l'homme ». Un avis partagé par Julian Spencer-Churchill. « La politique étrangère du Canada consiste à accroître son autonomie par rapport à l'influence américaine en Amérique du Nord et, à l'échelle mondiale, elle consiste à étendre les valeurs libérales progressistes canadiennes », note le spécialiste des questions de défense qui précise que le Canada veut éviter d'être entraîné dans les interventions militaires des États-Unis. ■ L.H.

750 millions de dollars

Prix payé par Ottawa pour racheter les sous-marins britanniques, dont la valeur d'origine était 2,28 milliards de dollars. Les réparations auraient coûté entre 3 et 4 milliards de dollars au Canada